



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement,  
des transports, de l'énergie et de la communication DETEC

Office fédéral des routes OFROU

# KBOB

Koordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane der öffentlichen Bauherren  
Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics  
Conferenza di coordinamento degli organi della costruzione e degli immobili dei committenti della costruzione pubblici  
Coordination Group for Construction and Property Services

## Contrat pour prestations d'entreprise

Version OFROU / Juillet 2014

Désignation du projet:	Upn.Etoy - Ecublens + PUN
Désignation abrégée du projet:	06UETOYPUN
Numéro du projet:	N01.08 080165
Projet partiel:	-
Chef de projet du maître d'ouvrage:	Gestion des projets
Procédure d'attribution:	Procédure ouverte
Classification selon LMP/OMP:	Marché de services
Numéro du contrat:	N01.08 080165.Provisoire_00006807
Date d'établissement:	-
Base du contrat :	-
Objet du contrat :	Investigations sur ouvrages d'art, parois antibruit et portiques

**Rémunération nette, TVA non comprise, escompte non déduit, selon chiffre 3.1: CHF 0.00**

conclu entre	<b>La Confédération suisse</b>
agissant par	<b>L'Office fédéral des routes OFROU</b> Filiale d'Estavayer-le-Lac Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac
appelé ci-après	<b>maître de l'ouvrage</b>
représenté par	<b>Association sd-lo</b> <b>p.a. sd ingénierie neuchâtel sa</b> Rue Chasselas 1 2034 Peseux
appelé ci-après	<b>direction des travaux</b>

**et**

le mandataire  
siège à

N° de TVA/IDE  
appelé ci-après

**entreprise**

## 1 Objet du contrat

---

### 1.1 Situation initiale et objectifs généraux

---

Par le présent contrat, le maître de l'ouvrage charge l'entreprise d'exécuter les travaux suivants dans le cadre du projet précité, conformément au présent contrat :

- la réalisation d'essais et investigations sur les ouvrages d'art, parois anti-bruit, portiques de signalisation et sols, sur le tronçon de la RN N01 entre la jonction d'Aubone l'échangeur d'Ecublens.

### 1.2 Description du projet

---

L'objet du marché porte sur la réalisation d'investigations sur:

- Investigations sur ouvrages d'art (géoradar, fenêtre dans revêtements, essais sur béton, RAG et essais d'arrachement ;
- Investigations sur parois anti-bruit ;
- Auscultations des portiques de signalisation ;
- Prélèvement et analyse d'échantillons de sol (sondages, détection de polluant) ;
- Le regroupement des résultats d'essais et leur interprétation sous forme de rapport ;

Ces différents ouvrages se trouvent sur le tronçon de la route nationale N01 allant d'Etoy (au km 50.776) à l'échangeur d'Ecublens (au km 63.122) et font conjointement l'objet d'un projet de maintenance UPlaNS et d'un projet de réaffectation de la bande d'arrêt d'urgence (BAU), dont la réalisation est prévue à l'horizon 2027/2035.

### 1.3 Objet du contrat / description des tâches

---

Afin de pouvoir réaliser ces investigations, le contrat comprend des prestations de laboratoire et d'entreprise de génie civil.

Les tâches de l'entreprise de génie civil portent notamment sur :

- l'exécution et la remise en état de fenêtres dans le revêtement des ouvrages d'art,
- le dégagement partiel des fondations de certaines parois antibruit prédéfinies (remise en état comprise),
- la fourniture de tout matériel nécessaire à l'exécution des travaux.

Les tâches du laboratoire portent notamment sur :

- la réalisation d'investigations sur les ouvrages d'art à savoir;
  - le passage d'un géoradar sur certains ouvrages prédéfinis,
  - l'analyse de la structure revêtement / étanchéité (composition, épaisseurs, etc) dans les fenêtres ouvertes par l'entreprise génie civil,
  - l'analyse du béton (carbonatation, chlorures, RAG, HAP), sous la structure revêtement / étanchéité, dans les fenêtres ouvertes par l'entreprise génie civil,
  - l'analyse du béton (carbonatation, chlorures, RAG, HAP) des parois antibruit et du mur de soutènement prédéfinis,
  - le contrôle des boulons et de l'épaisseur de la peinture anticorrosion des portiques de signalisation,
- la réalisation de rapports d'inspection complémentaires pour les parois antibruit et les portiques
  - inspection et classification de l'état des parties des parois antibruit selon les classes d'état OFROU (fixations comprises),
  - inspection et classification de l'état des parties des portiques selon les classes d'état OFROU,
- le regroupement des résultats des inspections et des essais et leur interprétation sous forme de rapports finaux par ouvrage.

## 2 Eléments contractuels et leur ordre de priorité en cas de contradiction

---

- 2.1 Le présent contrat
- 2.2 Les conditions particulières inhérentes au projet selon le dossier d'appel d'offres
- 2.3 L'offre, y compris les annexes. Les modifications au sens de l'art. 15, al. 3, de la norme SIA 118 ne sont considérées comme convenues que si elles sont présentées séparément en annexe à l'offre et admises expressément par le maître d'ouvrage.
- 2.4 Les autres documents pour autant que leur contenu (tout ou partie) s'applique au présent contrat d'entreprise, notamment:
  - 2.4.1 le devis descriptif (selon dossier d'appel d'offres)
  - 2.4.2 les plans selon liste séparée (selon dossier d'appel d'offres)
  - 2.4.3 la norme SIA 118 (2013)
  - 2.4.4 les directives, les instructions, les manuels techniques de l'OFROU ([www.astra.admin.ch](http://www.astra.admin.ch) / Standards, recherche, sécurité)
  - 2.4.5 les autres normes pertinentes de la SIA pour les prestations prévues, dans la mesure où elles correspondent à l'état des règles reconnues de la construction au moment de l'appel d'offres
  - 2.4.6 les autres normes suisses des associations spécialisées, dans la mesure où elles correspondent à l'état des règles reconnues de la construction au moment de l'appel d'offres, de la VSS en particulier
- 2.5 Si des éléments contractuels mentionnés aux chiffres ci-dessus se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par le classement ci-dessus. Si les Conditions générales pour la construction de la SIA ou de la VSS modifient la norme 118, les changements apportés l'emportent sur la norme SIA. Si un élément contractuel est constitué de plusieurs documents, le document le plus récent prime en cas de contradiction.
- 2.6 Les conditions générales de l'entreprise ne sont valables que si elles sont mentionnées au chiffre 16 ci-dessous.

## 3 Rémunération

---

### 3.1 Rémunération selon l'offre

---

La rémunération des travaux exécutés se fonde sur la liste des tarifs définis dans l'offre du laboratoire

Rémunération brute, TVA non comprise	CHF	0.00
Rémunération nette, TVA non comprise	CHF	0.00
TVA au taux de 8%	CHF	0.00
<b>Total de la rémunération, TVA comprise</b>	<b>CHF</b>	<b>0.00</b>

Ce prix correspond au prix unitaire au sens de l'art. 39 de la norme SIA 118.

La répartition de la rémunération par objet inventorié, compte financier et charge par nature est effectuée conformément à la page de garde facture ci-jointe.

### 3.2 Escompte

---

Aucun escompte n'est octroyé.

### **3.3 Règle applicable aux autres déductions**

---

Les autres déductions convenues selon le chiffre 3.1 sont valables pour toutes les factures, à l'exception des factures de renchérissement.

### **3.4 Rémunérations supplémentaires**

---

Les mêmes conditions de paiement et réductions de prix s'appliquent aux rémunérations supplémentaires au sens de l'art. 86 ss. de la norme SIA 118.

### **3.5 Modalités de paiement**

---

La rémunération est versée au moyen de paiements par acomptes selon les art. 144 ss de la norme SIA 118.

### **3.6 Adaptation au renchérissement**

---

3.6.1 Les règles ci-après s'appliquent à la rémunération pour prix unitaires ou pour prix globaux :

Les prix du matériel sont fermes jusqu'au 31.12.2020

Les salaires sont fermes jusqu'au 31.12.2020

La rémunération convenue est adaptée au renchérissement encouru à partir de la date de référence (art. 62, al. 1, de la norme SIA 118) selon l'indice des coûts de production, catégorie de travaux 5.1 : Tous les chapitres à l'exception du CAN 223 / Catégorie de travaux 6 : Chapitre 223.

3.6.2 L'art. 49, al. 3, de la norme SIA 118 s'applique aux travaux en régie.

### **3.7 Facturation et paiement**

---

Les factures seront remises à l'adresse suivante en un seul exemplaire, accompagnées de la page de garde facture dûment remplie:

à la direction locale des travaux munies de l'adresse suivante :

L'Office fédéral des routes OFROU

Filiale d'Estavayer-le-Lac

Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac

Les modalités de demande d'acompte, selon l'art. 144, al. 2 et 3, de la norme SIA 118, s'appliquent par analogie aux paiements par acomptes convenus (p. ex. selon le plan de paiement). Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences seront renvoyées à l'entreprise pour correction et, le cas échéant, pour complément de la documentation. Les parties contestées de la facture ne sont pas échues jusqu'à la réception d'une demande d'acompte régulière.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire vérifier le décompte final de l'entreprise par le Contrôle des finances. L'examen doit être effectué dans les 12 mois à compter de la date du paiement selon l'art. 155 de la norme SIA 118. Si des différences sont mises en lumière à cette occasion, il convient de procéder conformément à l'art. 154, al. 3.

### **3.8 Délai de paiement**

---

Le maître de l'ouvrage paie les montants échus dans les 45 jours.

### **3.9 Délai pour la vérification du décompte final (art. 154, al. 2, de la norme SIA 118)**

---

La direction des travaux vérifie le décompte final dans le délai de 30 jours à compter de sa réception.

## 4 Garanties

---

L'entreprise ne fournit aucune garantie au maître de l'ouvrage.

## 5 Délais et termes

---

### 5.1 Délais et termes justifiant la demeure

---

Les délais et termes ci-après s'appliquent à l'exécution du contrat par l'entreprise. S'ils ne sont pas respectés, l'entreprise est en demeure sans autre avertissement, dans la mesure où la direction des travaux a fait face à ses obligations selon l'art. 94 de la norme SIA 118:

<b>Délai / Date</b>	<b>Activité</b>
17.08.2020	Début des prestations
29.09.2020	Fin des investigations
16.11.2020	Rendu des résultats et rapports provisoires
31.12.2020	Rendu des rapports finaux

## 6 Interlocuteurs

---

### Pour le maître de l'ouvrage

Nom	Gestion des projets
Entreprise	Office fédéral des Routes OFROU - filiale Estavayer-le-Lac
Adresse	Place de la Gare 7 1470 Estavayer-le-Lac
Téléphone	058 461 87 11
Courriel	marchespublics.estavayer@astra.admin.ch

### Pour la direction des travaux

Nom	<b>Association sd-lo</b> <b>p.a. sd ingénierie neuchâtel sa</b>
Adresse	Case postale 145 Rue Chasselas 1 2034 Peseux
Téléphone	032 843 01 00
Fax	
Courriel	sdin@sdplus.ch

### Pour l'entreprise

Nom
Entreprise
Adresse
Téléphone
Fax
Courriel

## **7 Portée de l'autorisation de la représentation de la direction des travaux**

---

(changements par rapport à la norme SIA 118 (2013))

Le maître de l'ouvrage est représenté par la direction des travaux, selon les art. 33 ss. de la norme SIA 118.

Font exception les déclarations de nature juridique ci-après, que le maître de l'ouvrage se réserve envers le laboratoire :

- les changements au contrat qui ne sont pas des modifications de la commande;
- les modifications de commande essentielles pour les délais, la qualité et les finances;
- les déclarations sur la présence de défauts constatés lors des réceptions sur l'ouvrage complet ou sur une partie de l'ouvrage formant un tout;
- l'exigence et la mise à contribution de garanties et de peines conventionnelles;
- la reconnaissance du décompte final (changement par rapport à l'art. 154, al. 3, de la norme SIA 118).

La reconnaissance des métrés (cf. art. 142, al. 1, de la norme SIA 118) et la signature des rapports des travaux en régie (cf. art. 47, al. 2, de la norme SIA 118) par la direction des travaux constituent une supposition naturelle de leur exactitude, mais ne représentent pas une reconnaissance de dette du maître de l'ouvrage.

La direction des travaux est habilitée à adjudger elle-même des prestations et des livraisons uniques et constituant un tout, dans le cadre du devis descriptif, jusqu'au montant de CHF 5'000.00 par cas (sans la taxe sur la valeur ajoutée).

## **8 Modification de commande du maître d'ouvrage**

---

(complément aux art. 84, al. 1, ss. de la norme SIA 118 (2013))

Si les instructions du maître de l'ouvrage ou la remise de plans modifiés ne représentent pas une concrétisation des prestations convenues à l'origine mais une modification de commande, le maître de l'ouvrage doit explicitement en faire la remarque à l'entreprise.

Si une telle remarque est omise mais que l'entreprise est d'avis que les instructions ou les plans modifiés représentent une modification de commande, elle en informe le maître de l'ouvrage avant d'entamer les travaux.

Dans tous les cas, l'entreprise informe le maître de l'ouvrage lorsqu'elle estime que la modification de commande entraîne une modification considérable de la rémunération et/ou des délais contractuels, et ce avant le début des travaux.

C'est le prix unitaire convenu sans considération de la quantité exécutée qui est applicable (changement par rapport à l'art. 86 de la norme SIA 118).

## **9 Conditions météorologiques défavorables**

---

(précision de l'art. 60, al. 2, de la norme SIA 118 (2013))

Les indemnités qui ne sont pas couvertes par l'assurance-chômage mais qui doivent être versées aux ouvriers en vertu d'une convention collective ne donnent aucun droit à des rémunérations supplémentaires.

## **10 Paiement direct aux sous-traitants / dépôt**

---

(complément à l'art. 29, al. 1, de la norme SIA 118 (2013))

En cas de difficultés de paiement de l'entreprise, de différends graves entre l'entreprise et ses sous-traitants/fournisseurs ou pour d'autres raisons importantes, le maître de l'ouvrage peut, après avoir entendu les intéressés, payer directement le sous-traitant ou le fournisseur ou consigner le montant aux frais de l'entreprise, dans les deux cas avec effet libératoire à l'égard de l'entreprise. Dans tous les cas, le maître de l'ouvrage en informe cette dernière par écrit.

## **11 Avis d'achèvement des travaux; vérification commune**

---

(changement par rapport à l'art. 158, al. 1, et complément à l'art. 158, al. 3, de la norme SIA 118 (2013))

L'entreprise doit aviser la direction des travaux de l'achèvement complet de l'ouvrage même si le maître de l'ouvrage le met en service (p. ex. pour en poursuivre la construction).

Un procès-verbal de la vérification commune doit être établi même si aucun défaut n'a été constaté.

## **12 Assurances**

---

### **12.1 Assurance de construction du maître de l'ouvrage**

---

Le maître de l'ouvrage n'a pas conclu d'assurance de construction pour l'ouvrage.

### **12.2 Assurance responsabilité civile professionnelle de l'entreprise**

---

L'entreprise ou l'association d'entreprises (société simple au sens des art. 530 ss. CO) déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle ci-après pour la durée du mandat. Elle garantit qu'elle maintiendra cette assurance pendant toute la durée du mandat et qu'elle présentera au maître de l'ouvrage, sur sa demande, les attestations d'assurance valables :

Forfait pour les lésions corporelles, les dommages matériels et économiques CHF

Autres dommages

    Dommages économiques purs CHF

Compagnie d'assurance

N° de police

Franchise par l'évènement CHF

(max 20% de la somme assurée)

## **13 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement**

---

Pour les prestations fournies en Suisse, l'entreprise s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie. Elle déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions selon les contrats-cadres de travail, s'ils existent. De plus, elle s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.

Si l'entreprise fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, elle est tenue de les obliger à respecter également les principes susmentionnés.

Par ailleurs, l'entreprise assure qu'elle n'a pas conclu et ne conclura pas d'accord ou/et qu'elle n'a pris et ne prendra aucune autre mesure susceptible de restreindre la concurrence. Elle s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la corruption, de manière à ce qu'aucun don ou autre avantage notamment ne soit offert ou accepté.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus, l'entreprise est tenue de payer au maître de l'ouvrage une peine conventionnelle correspondant à 10.00% du montant du marché hors TVA, mais au maximum de CHF 100'000.00 par cas. A noter que tout cas entraîne généralement l'annulation de l'adjudication ainsi que la résiliation anticipée du contrat.

## **14 Droit applicable, litiges et for**

---

Seul le droit suisse s'applique au présent contrat. Les dispositions de la Convention des Nations unies du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises (Convention de Vienne, RS 0.221.211.1) sont expressément exclues.

Si un litige naît entre les parties, ces dernières s'engagent à essayer de s'entendre par des entretiens directs. Le cas échéant, elles font appel à un médiateur indépendant et compétent, dont la tâche sera d'arbitrer. Les parties définissent la procédure qui convient et les règles à respecter avec l'aide du médiateur.

Si les parties ne peuvent pas s'entendre malgré l'aide du médiateur ou si l'intervention de celui-ci n'aboutit pas, le litige devra être porté devant les tribunaux ordinaires de Berne.

## **15 Langue utilisée pour le contrat et les négociations**

---

Le texte français du contrat est déterminant. La correspondance et les négociations liées à ce contrat seront en français exclusivement.

## **16 Accords spéciaux**

---

### **16.1 Cession**

---

La cession de créances découlant du présent contrat d'entreprise doit être annoncée par écrit par l'entreprise au maître de l'ouvrage et n'est admise qu'avec l'autorisation écrite de ce dernier.

### **16.2 Sous-traitants**

---

L'entreprise ne peut confier des travaux à un sous-traitant qu'avec l'autorisation écrite du maître de l'ouvrage. Dans un tel cas également, elle reste responsable envers le maître de l'ouvrage.

### **16.3 Préparation**

---

La position des conduites existantes, pour autant qu'elle ait pu être déterminée pour chaque type, ressort des plans. Il faut toutefois s'attendre à des imprécisions sur les plans. En complément à l'art. 5, al. 3, de la norme SIA 118, l'entreprise est tenue, avant d'entamer les travaux, de demander les plans et les croquis les plus récents à tous les propriétaires de conduites ou à la direction des travaux et de s'informer sur la position exacte des conduites.

### **16.4 Assurance qualité**

---

Complément à la norme SIA 118:

Si l'entreprise est en retard dans l'exécution des mesures d'assurance qualité qu'elle est tenue de réaliser sans faute du maître de l'ouvrage, ce dernier lui fixe un délai pour y remédier. Si elle ne s'exécute pas dans le délai imparti, le maître de l'ouvrage est habilité à prendre lui-même les mesures nécessaires ou à les confier à un tiers, aux frais et risques de l'entreprise.

Si des différences de qualité dues manifestement à de mêmes causes ou à des causes semblables se répètent, le maître de l'ouvrage est habilité à faire interrompre les travaux aux frais et risques de l'entreprise jusqu'à ce que la ou les causes soient trouvées et éliminées. Les droits du maître de l'ouvrage de procéder conformément à l'art. 366, al. 2, CO lorsque les conditions sont remplies restent inchangés.

Les mesures d'assurance qualité prévues contractuellement et leur exécution correcte ne libèrent pas l'entreprise de sa responsabilité pour les défauts.



L'entreprise est responsable de tout défaut de l'ouvrage qui aurait pu être évité si les mesures d'assurance qualité convenues avaient été exécutées correctement, raison pour laquelle elle répond également des dommages consécutifs au défaut.

---

## 16.5 Délais de dénonciation des défauts

A l'exception des prestations ci-après, les délais de dénonciation des défauts sont de 3 ans pour tous les travaux et les livraisons, à compter de la date de la réception de l'ouvrage.

(Remplace l'art. 172, al. 1, de la norme SIA 118)

---

## 16.6 Publications

Les publications dans les médias, les exposés et les ouvrages spécialisés, en relation avec le présent projet, doivent être convenues préalablement avec le maître de l'ouvrage. La publication de plans, de descriptions et de photographies de plans et de l'ouvrage est soumise dans tous les cas à l'approbation écrite préalable du maître de l'ouvrage.

---

## 16.7 Conservation de documents

L'entreprise conserve, pendant 10 ans au moins à compter de la date du paiement final complet, tous les documents liés au présent contrat et qui n'ont pas été remis au maître de l'ouvrage comme originaux (p. ex. documents sur les phases décisionnelles et sur l'ouvrage réalisé, à savoir plans, croquis, calculs, contrats d'entreprise, commandes, codes-sources, supports de données, etc.), qui doivent rester propres à l'emploi. Avant de détruire ces documents et ces données, elle propose par écrit au maître de l'ouvrage de les reprendre gratuitement.

---

## 16.8 Paines conventionnelles - Compléments

En complément de l'article 5.1, les pénalités suivantes seront appliquées :

- Des pénalités de 2000 CHF par heure de retard dans la libération du tronçon routier lors de la réouverture du matin seront appliquées à l'entreprise, pour autant que l'entreprise soit responsable du retard. Ces pénalités seront calculées à hauteur de 500.00 CHF par quart d'heure de retard entamé.
- En cas d'annulation par l'entreprise à moins de 48 heures avant l'horaire prévu pour son intervention, l'entreprise subira une pénalité de 5'000.00 CHF, pour chaque cas.
- En cas de manquement à la tenue et à la propreté du chantier / zones d'intervention, une pénalité de 500.00CHF sera appliquée, pour chaque nuit d'intervention.
- En cas de manquement et non-respect, par l'entreprise, des normes et exigences à l'hygiène, à la sante ou à la sécurité des personnes du chantier, une pénalité de 500.00CHF sera appliquée, pour chaque événement, identifié par la DLT, Police, UT ou MO, lors des travaux de nuit.
- En cas d'atteinte à l'environnement (eau, bruit, faune, flore, paysage) et non-respect de la signalisation, une pénalité de 5'000.00 CHF sera appliquée, pour chaque atteinte, en plus du coût effectif (direct et indirect) de la réparation des dommages.

## 17 Réserve quant à la forme écrite

---

Le présent contrat n'est valable que s'il est signé par chacune des parties. Cette règle s'applique également aux modifications et compléments apportés au présent contrat.

## 18 Expédition

---

Le présent contrat est établi en 2 exemplaires de la même teneur (1 x maître de l'ouvrage, 1 x entreprise).

Signatures

Lieu et date :

**Office fédéral des routes**

---

Responsable Projet

---

xxxxxx

Lieu et date :

---

Prénom et nom

Fonction :

(en lettres capitales)

**Annexe(s)**

Page de garde